

## MONITORING DE LA STABILITÉ RÉGIONALE DANS LE BASSIN SAHÉLIEN ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal

Avril-juin 2012

Par **Julia Dufour**

13 juillet 2012

### Résumé

Ce monitoring trimestriel est réalisé dans le cadre d'un projet d'une durée de trois ans (2011-2013) intitulé « Amélioration de la sécurité humaine, prévention des conflits et renforcement de l'État de droit dans huit pays d'Afrique occidentale et centrale » financé par le ministère des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg. Depuis 2011, il suit la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest avec un accent plus particulier sur le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal, et d'autres pays de la région en fonction de l'actualité (le Nigéria pour ce trimestre également). Il se penche en particulier sur les questions liées aux tensions régionales, au terrorisme et aux trafics transfrontaliers, à la production et aux transferts d'armements et aux mécanismes de coopération en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

**Mots clés :** Afrique de l'Ouest, Sahel, groupes armés, terrorisme, trafics transfrontaliers, élections, piraterie.

### Abstract

#### MONITORING OF REGIONAL STABILITY IN THE SAHEL REGION AND IN WEST AFRICA Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea, Mali, Niger, Senegal

This quarterly monitoring is part of a 3 years project (2011-2013) on "Improving human security, conflict prevention and strengthening the rule of law in eight countries in West and Central Africa" funded by the Ministry of Foreign Affairs of the Grand Duchy of Luxembourg.

Since 2011 it monitors the security situation in West Africa with a focus on Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea, Mali, Niger and Senegal, and other countries of the region depending on the news (Nigeria for this trimester too). It examines in particular issues related to regional tensions, terrorism and cross-border trafficking, production and transfer of arms and cooperation mechanisms in the fight against terrorism and transnational organized crime.

**Keywords :** West Africa, Sahel, armed groups, terrorism, cross-border trafficking, elections, piracy.

**Citation :** DUFOUR Julia, *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal – Avril-Juin 2012*, Note d'Analyse du GRIP, 13 juillet 2012, Bruxelles.

URL: [http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES\\_ANALYSE/2012/NA\\_2012-07-13\\_FR\\_J-DUFOUR.pdf](http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-07-13_FR_J-DUFOUR.pdf)



## SOMMAIRE

I. TENSIONS ET STABILITÉ REGIONALE .....	3
A. Burkina Faso.....	3
1. Un pays et son président ancrés régionalement. ....	3
2. Mais une situation nationale tendue. ....	3
B. Côte d'Ivoire.....	4
1. Une sécurisation en hausse, mais une région Ouest toujours sensible. ....	4
2. Un an après la crise, une justice des vainqueurs ? .....	5
C. Guinée.....	6
D. Mali .....	7
1. Un nord-Mali aux mains de divers groupes armés. ....	7
2. Bamako : entre junte et retour de l'ordre constitutionnel.....	8
E. Sénégal .....	10
1. Premiers pas du nouveau président Macky Sall. ....	10
2. Le conflit en Casamance .....	11
II. TERRORISME, INSÉCURITE ET CRIMINALITÉ TRANSFRONTALIÈRE .....	12
A. L'Afrique de l'Ouest au centre de toutes les préoccupations. ....	12
B. Les politiques de lutte contre le terrorisme, l'insécurité et la criminalité transfrontalière.....	15
Les initiatives et coopérations internationales.....	15
Les initiatives et coopérations régionales.....	16
Les initiatives et coopérations bilatérales .....	17
C. Le trafic de drogue .....	17
1. Une zone sahélienne qui n'est plus uniquement une zone de transit de la drogue. ....	17
2. Comment lutter contre ces trafics ? .....	18
D. La piraterie dans le golfe de Guinée .....	18
1. État des lieux de la piraterie .....	19
2. Les politiques de lutte contre la piraterie.....	19

## I. TENSIONS ET STABILITÉ REGIONALE

### A. Burkina Faso

**Rappel.** Au début de l'année 2012, le président Compaoré engageait son pays dans d'ambitieux projets visant à développer le Burkina Faso, à travers notamment un programme phare « Bâtir ensemble un pays émergent ». Mais cette annonce n'empêchait pas les manifestations sociales dénonçant la vie chère, le chômage ou la corruption de continuer. La révision de la Constitution, qui devait permettre à Compaoré de se présenter à nouveau en 2015, était également un sujet délicat.

#### 1. Un pays et son président ancrés régionalement.

Au plus fort de la crise malienne qui secoue ce pays voisin du Burkina Faso depuis le début de l'année 2012, le président Blaise Compaoré fait figure d'acteur clé dans les négociations voire dans une éventuelle résolution du conflit. Facilitateur dans les négociations avec Ançar Dine pour la libération, réussie, d'une Suisse tenue en otage à Tombouctou<sup>1</sup>, médiateur dans la crise politique qui secoue Bamako, recevant les représentants de la junte putschiste<sup>2</sup>, discutant également avec les mouvements islamistes<sup>3</sup> et les rebelles du mouvement indépendantiste du MNLA<sup>4</sup>, mettant à disposition de la CEDEAO des troupes pour résoudre les crises régionales<sup>5</sup>, Blaise Compaoré est sur tous les fronts, s'imposant comme un acteur incontournable de la stabilité régionale, malgré certaines critiques dénonçant la partialité de cette médiation<sup>6</sup>.

#### 2. Mais une situation nationale tendue.

En 2012, le Burkina Faso connaît une très mauvaise récolte. C'est la région nord du pays qui est la plus affectée par cette crise alimentaire, le gouvernement ayant même déclaré « zone à risque d'insécurité alimentaire » 170 communes rurales majoritairement situées dans le nord<sup>7</sup>. Un déficit céréalier qui a fait flamber les prix : 50% en un an, ce qu'entendaient dénoncer les habitants de Ouagadougou manifestant contre la vie chère fin mai<sup>8</sup>. Une situation d'autant plus dramatique que le Burkina Faso accueille depuis le début de la crise malienne plus de 60 000 réfugiés dans des camps de fortune principalement au nord<sup>9</sup>. C'est d'ailleurs à la frontière avec le Mali que de violents affrontements (entre agriculteurs dogons et éleveurs peuls) ont eu lieu à la fin mai entre Maliens et Burkinabè<sup>10</sup>, résultant en la mort de 25 Burkinabè<sup>11</sup>. Enfin, les tensions politiques se sont maintenues, notamment après le vote d'une loi accordant l'amnistie au président actuel et à tous les anciens présidents encore vivants, ouvrant la voie – selon ses opposants – à un maintien

1. « Mali : l'otage suisse remise aux autorités du Burkina Faso », *le Nouvel Observateur*, 24 avril 2012.

2. « Une délégation de la junte malienne reçue par le président du Burkina Faso », *Afriqinfos*, 3 mai 2012.

3. « Nord-Mali : Compaoré consulte, le MNLA et Ansar Eddine se rapprochent », *Jeune Afrique*, 18 mai 2012.

4. « Mali : première rencontre des rebelles du MNLA avec le médiateur Blaise Compaoré », *RFI*, 10 juin 2012.

5. « Le Burkina Faso envisage d'envoyer un contingent en Guinée-Bissau », *AfriScoop*, 3 mai 2012.

6. « Le conflit au Mali peut-il déstabiliser le Burkina ? », *Slate Afrique*, 6 juin 2012.

7. « Crise alimentaire au Burkina Faso : 'Des paysans se nourrissent exclusivement de feuilles d'arbres' », *France 24*, 18 mai 2012.

8. « Manifestations au Burkina Faso », *BBC*, 26 mai 2012.

9. « Le conflit au Mali peut-il déstabiliser le Burkina ? », *Slate Afrique*, 6 juin 2012.

10 Nous utilisons la terminologie officielle, qui reprend l'invariabilité du mot en langue foulfouldé.

11. « Au moins 25 Burkinabè tués à la frontière avec le Mali dans des violences », *RTL*, 24 mai 2012.

de Compaoré au pouvoir depuis 1987<sup>12</sup>.

## B. Côte d'Ivoire

**Rappel.** La Côte d'Ivoire a retrouvé une stabilité relative au début de l'année 2012. Les élections législatives se sont notamment déroulées dans le calme dans 11 circonscriptions dont les résultats avaient été annulés fin 2011, et des programmes sécuritaires encourageants ont été mis en oeuvre. Cependant, des difficultés persistent, comme le manque d'impartialité du pouvoir dans le processus judiciaire post-conflit, la situation des réfugiés et également des rapatriés ivoiriens, ou encore, dans l'ouest du pays, la situation sécuritaire toujours préoccupante.

### 1. Une sécurisation en hausse, mais une région Ouest toujours sensible.

Les conditions de sécurité en Côte d'Ivoire sont en nette amélioration selon les observateurs présents sur place, du fait notamment de la mise en oeuvre de mesures visant à limiter les écarts de discipline au sein des forces de sécurité, avec par exemple le rétablissement d'une police militaire<sup>13</sup>. Le commandant de la mission de l'ONUCI<sup>14</sup> évoquait même une situation sécuritaire « globalement satisfaisante sur toute l'étendue du territoire national<sup>15</sup> ». La délégation de l'ONU qui a visité la Côte d'Ivoire pour quelques jours en mai avait d'ailleurs pour but de faire évoluer la mission de l'ONUCI d'une mission purement militaire à une mission plus civile<sup>16</sup>.

Cependant, quelques zones d'ombres subsistent un an après la fin des tensions. Évasions de prisonniers<sup>17</sup>, assassinat de soldats des forces armées<sup>18</sup>, meurtres de civils à la frontière avec le Libéria<sup>19</sup>. Dans un de ces rapports daté du 6 juin, Human Rights Watch pointe du doigt le gouvernement libérien qui n'a pas su, depuis la fin de la crise ivoirienne, rapatrier et juger ses miliciens et mercenaires alliés à Gbagbo et coupables de nombreux crimes à l'encontre de civils ivoiriens, encore aujourd'hui<sup>20</sup>, ce dont s'inquiétait également l'ONU dans sa résolution du 26 avril 2012<sup>21</sup>. C'est la région de l'ouest qui est la plus sensible, et c'est d'ailleurs à Duékoué, ville meurtrie pendant la crise, qu'Alassane Ouattara a promis la fin de l'impunité et a appelé à la réconciliation, réitérant son statut de « président de tous les Ivoiriens<sup>22</sup> ». Une visite symbolique qui n'a pas empêché, le 8 juin, sept Casques bleus nigériens, un soldat des FRCI<sup>23</sup> et huit civils d'être tués dans une embuscade, la première du genre contre des éléments de l'ONU, non loin de la frontière libérienne<sup>24</sup>. Après cet incident, les tensions et les craintes semblaient se raviver, bien

12. « Burkina Faso : amnistie pour Compaoré et d'anciens dignitaires », *BBC*, 12 juin 2012.

13. Rapport spécial du Secrétaire général sur l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire, référence S/2012/186, ONU, 29 mars 2012.

14. Mission des Nations unies en Côte d'Ivoire.

15. « Côte d'Ivoire : la sécurité s'améliore, l'Onu s'inquiète des évasions », *Abidjan.net*, 7 mai 2012.

16. « Côte d'Ivoire : le Conseil de sécurité de l'ONU évalue la mission de l'ONUCI », *RFI*, 21 mai 2012.

17. « Côte d'Ivoire : la sécurité s'améliore, l'Onu s'inquiète des évasions », *Abidjan.net*, 7 mai 2012.

18. « Côte d'Ivoire : 2 soldats tués par des inconnus à l'entrée d'une base militaire », *Afriscoop*, 8 mai 2012.

19. « Côte d'Ivoire : huit morts dans une attaque », *Afrik*, 26 avril 2012.

20. « Côte d'Ivoire : Des attaques de milices à partir du Libéria, selon Human right watch », *20 minutes*, 6 juin 2012.

21. Résolution 2045 du Conseil de sécurité adoptée le 26 avril 2012 :

[http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2045\(2012\)&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/2045(2012)&Lang=F)

22. « Côte d'Ivoire : le président Ouattara prône une réelle réconciliation dans l'ouest du pays », *RFI*, 24 avril 2012.

23. FRCI : Forces républicaines de Côte d'Ivoire, créées en mars 2011 et rassemblant tous les militaires.

24. « Côte d'Ivoire : embuscade dans le sud-ouest, 8 civils et sept Casques bleus tués », *le Nouvel Observateur*, 9 juin 2012.

que le gouvernement en minimise l'impact<sup>25</sup>: fermeture de la frontière<sup>26</sup>, renforcement de la sécurité à l'ouest<sup>27</sup>, nouvelles attaques trois jours après et fuite de milliers de villageois<sup>28</sup>, annonce d'un coup d'État déjoué il y a deux mois<sup>29</sup>. Face à ce défi sécuritaire, le programme DDR (Démobilisation, Désarmement, Réinsertion), lancé en 2007 par l'ONUCI et interrompu pendant la crise, a repris début juillet. Dans ce cadre, le gouvernement espère recenser tous les ex-combattants impliqués dans la crise (de tous bords) et leur proposer soit une réinsertion sociale soit une réintégration à l'armée. Une nouvelle tentative pour un meilleur contrôle des éléments armés du pays, qui laisse sceptique après plusieurs mois de non-résultats, malgré un premier recensement en 2011<sup>30</sup>.

## 2. Un an après la crise, une justice des vainqueurs ?

Malgré l'annonce en début d'année de la Cour pénale internationale d'étendre ses enquêtes aux crimes commis entre septembre 2002 et novembre 2010<sup>31</sup>, qui pourrait changer la donne judiciaire en touchant des proches du président Ouattara, il semble que l'impartialité ne soit pas encore devenue la norme, bien qu'Alassane Ouattara ait voulu donner un exemple en limogeant son ministre de l'Intégration africaine dont le nom était cité dans une affaire de corruption<sup>32</sup>. Un an après la fin du conflit, les observateurs, notant une relance économique certaine, déplore une réconciliation et un dialogue politique encore fragiles<sup>33</sup>, le président de la Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR) s'inquiétant lui-même début juillet de la « *persistance des tensions* » au sein du milieu politique<sup>34</sup>. Le Front populaire ivoirien (FPI, parti de L. Gbagbo) réclame lui la fin de « *deux poids deux mesures* » en termes de justice<sup>35</sup>, avant que ne soit arrêté un ancien ministre de L. Gbagbo et inculpés de « génocide » deux de ses proches<sup>36</sup>. De leur côté, Laurent Gbagbo<sup>37</sup> et son fils ont une fois de plus mis en avant les sévices et traitements inhumains qu'ils auraient subi lors de leurs arrestations et détentions en Côte d'Ivoire<sup>38</sup>. Enfin, Charles Blé Goudé<sup>39</sup>, après s'être dit prêt à comparaître devant la CPI<sup>40</sup>, déclarait vouloir participer à nouveau à la vie de son pays mais dénonçait la « *justice sélective* » et les manquements à la démocratie en matière d'opposition<sup>41</sup>. Malgré ces critiques vis-à-vis d'un pouvoir aux mains d'un seul parti et les

25. « Côte d'Ivoire : le Premier ministre, à Washington, minimise les actions des pro-Gbagbo », *AFP*, 19 juin 2012.

26. « Le Liberia ferme sa frontière avec la Côte d'Ivoire après une attaque », *AFP*, 10 juin 2012.

27. « La Côte d'Ivoire renforce son dispositif sécuritaire dans l'ouest du pays », *RFI*, 12 juin 2012.

28. « Côte d'Ivoire : 13 000 habitants ont fui leurs foyers après des attaques, selon l'ONU », *le Nouvel Observateur*, 21 juin 2012.

29. « Côte d'Ivoire : le pouvoir parle de complot dans les nouvelles attaques », *la Croix*, 14 juin 2012.

30. « Côte d'Ivoire : nouveau recensement des ex-combattants », *AFP*, 7 juillet 2012.

31. « Côte d'Ivoire : la CPI élargit son enquête », *BBC*, 23 février 2012.

32. « Côte d'Ivoire : Ouattara limoge son ministre de l'Intégration africaine », *AFP*, 22 mai 2012.

33. « Côte d'Ivoire : la reconstruction chemine, la réconciliation piétine », *AFP*, 9 avril 2012.

34. « Côte d'Ivoire : la CDVR s'inquiète de la « persistance des tensions » dans le milieu politique », *Afriscoop*, 11 juillet 2012.

35. « Côte d'Ivoire : le parti de Gbagbo réclame une justice impartiale », *AFP*, 29 avril 2012.

36. « Côte d'Ivoire : un ex-ministre de Laurent Gbagbo arrêté au Togo », *AFP*, 6 juin 2012.

« Côte d'Ivoire : des proches Gbagbo inculpés de génocide », *Afriquejet*, 11 juillet 2012.

37. « Côte d'Ivoire : la défense de Laurent Gbagbo conteste la compétence de la CPI », *AFP*, 25 mai 2012.

38. « Côte d'Ivoire : Michel Gbagbo porte plainte à Paris pour séquestration », *AFP*, 24 juin 2012.

39. Ancien leader des jeunes patriotes pro-Gbagbo et considéré comme un des principaux responsables des violences post-électorales de 2011

40. « Côte d'Ivoire : Charles Blé Goudé prêt à aller devant la CPI », *le Monde*, 27 juin 2012.

41. « Charles Blé Goudé : 'J'ai encore une partition à jouer en Côte d'Ivoire' », *Jeune Afrique*, 9 juillet 2012.

doutes quant à une réconciliation nationale qui pourtant représente le défi majeur de la Côte d'Ivoire, un Cadre permanent de dialogue est créé le 28 avril à l'issue d'un conclave visant à relancer le dialogue entre opposition et gouvernement<sup>42</sup>. Le FPI, bien que n'ayant pas signé le communiqué final, a participé aux travaux et annonçait même début juin une future rencontre prévue pour le 13 juillet entre le FPI et le Premier ministre, pour discuter de la relance du dialogue politique entre les deux mouvances<sup>43</sup>.

## C. Guinée

**Rappel.** *Malgré l'inculpation en février par la justice guinéenne du lieutenant-colonel Moussa Tiegboro Camara pour les violences du 28 septembre 2009, saluée par tous comme un pas vers la fin de l'impunité, les tensions politiques sont restées vives au premier semestre 2012 notamment sur la question de futures élections législatives. Boycott du dialogue politique, organisation d'une journée « ville morte », l'opposition au président Condé s'est montrée active et a réaffirmé sa volonté d'être consultée pour les questions politiques.*

Les tensions politiques en Guinée ne se sont pas apaisées au deuxième trimestre 2012. En cause notamment, l'organisation des élections législatives attendues depuis 2011 et la non-consultation de l'opposition sur ces questions. Alors qu'en mars la date du 8 juillet avait été officiellement fixée pour les organiser<sup>44</sup>, le président Alpha Condé annonçait le 27 avril un nouveau report, dû à des problèmes techniques<sup>45</sup>. Dénonçant une fois de plus ce retard, l'absence de discussions sur le processus électoral ainsi que la composition de la CENI (Commission électorale nationale indépendante), l'opposition guinéenne organisait le 10 mai une marche à Conakry, qui se soldait par huit blessés<sup>46</sup>. Les tensions ont persisté tout le trimestre, notamment à la fin juin lorsque le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, en l'absence du président Condé alors au Sommet de Rio, réitérait l'interdiction d'organiser des manifestations à caractère politique, au moment où l'opposition s'apprêtait à organiser une nouvelle journée « ville morte » le 28 juin.

Le ministre exhortait de plus la CENI à reprendre ses activités de recensement, alors que le processus était bloqué du fait de divergences sur la manière de procéder<sup>47</sup>. L'opposition appelait quelques jours plus tard à la création d'une nouvelle CENI plus indépendante et mieux équilibrée<sup>48</sup>. Quelques signes positifs ont cependant émergé début juillet, avec l'annonce du président Condé évoquant l'organisation des élections législatives pour le mois de septembre, soutenues par l'Organisation internationale de la Francophonie<sup>49</sup>. Enfin, la Commission provisoire de réconciliation nationale, institué fin 2010, entamait une tournée de sensibilisation appelant les Guinéens à « assumer leur passé de manière à mieux gérer le présent »<sup>50</sup>. Deux éléments qui sont au final bien faibles face au fossé existant entre le président et l'opposition.

42. « Côte d'Ivoire : le gouvernement et l'opposition, sans le parti de Gbagbo, créent un 'cadre permanent de dialogue' », *Xinhua*, 29 avril 2012.

43. « Côte d'Ivoire : Le gouvernement et le FPI reprennent le dialogue dans un mois », *Afriscoop*, 5 juin 2012.

44. Voir Monitoring du 1er trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>

45. « Guinée : report des législatives », *BBC*, 28 avril 2012.

46. « Guinée : incidents à Conakry », *BBC*, 10 mai 2012.

47. « Guinée : la tension monte d'un cran entre pouvoir et opposition », *Afriscoop*, 24 juin 2012.

48. « Guinée : les acteurs politiques optent pour une CENI politique », *Afriscoop*, 28 juin 2012.

49. « Guinée : Condé espère des élections en septembre et souhaite une intervention au Mali », *AFP*, 2 juillet 2012.

50. « Guinée : la Commission de réconciliation mène une tournée de sensibilisation », *Afriscoop*, 11 juillet 2012.

Notons par ailleurs que le président Condé s'est exprimé clairement sur la nécessité d'une intervention militaire de troupes africaines au Mali, une solution négociée étant inutile – selon lui – face à des islamistes<sup>51</sup>.

## D. Mali

**Rappel.** Le premier semestre 2012 a vu le Mali plonger dans une instabilité inquiétante. Lancement d'une nouvelle rébellion touareg par le biais du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), multiplication de groupes armés dans une région nord en révolte, dizaines de milliers de Maliens réfugiés dans les pays voisins, coup d'État contre le président Amadou Toumani Touré, tout a contribué à placer le Mali sur le devant de la scène internationale et au cœur des discussions sur l'insécurité dans la zone sahélienne.

### 1. Un nord-Mali aux mains de divers groupes armés.

Fort de leur conquête des principales villes du nord-Mali début avril<sup>52</sup>, le MNLA déclare l'indépendance de l'Azawad le 6, une annonce immédiatement rejetée par tous, États voisins, instances régionales et internationales<sup>53</sup>. Une annonce qui semble également cacher une réalité nouvelle : la domination d'Ançar Dine dans la zone. Fort du soutien d'AQMI, le mouvement islamiste s'est finalement peu à peu imposé comme un concurrent direct du MNLA<sup>54</sup>, bien que leurs revendications diffèrent. Imposition de la charia au Mali pour le premier, indépendance et construction d'un État de l'Azawad laïc pour le deuxième, les deux mouvements se disputent le pouvoir au nord<sup>55</sup>. Une situation qu'ils ont tenté de dépasser en négociant un accord, qui a fait frémir les observateurs, constatant dans un premier temps avec surprise l'acceptation par le MNLA l'idée d'un État de l'Azawad islamique<sup>56</sup>. Cependant, à la suite de dissensions au sein du mouvement rebelle indépendantiste, ce dernier se séparait à nouveau d'Ançar Dine, dénonçant son extrémisme religieux et son refus d'abandonner tout contact avec AQMI<sup>57</sup>. Des combats, ou plutôt des accrochages, ont même eu lieu début juin entre les combattants des deux mouvements<sup>58</sup>.

En plus de ces luttes intestines entre groupes armés pourtant proches<sup>59</sup>, le nord-Mali souffre d'une multiplication d'éléments armés aux origines et revendications diverses. Notons la présence d'AQMI mais aussi d'un mouvement récent, le Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), tous deux islamistes et djihadistes. Le MUJAO est l'auteur de l'enlèvement des sept diplomates algériens à Gao le 5 avril<sup>60</sup>. La présence de membres de Boko Haram a elle aussi

51. « Guinée : Condé espère des élections en septembre et souhaite une intervention au Mali », *AFP*, 2 juillet 2012.

52. Voir Monitoring du 1er trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>

53. « Mali : les Touaregs proclament l'indépendance du Nord », *le Figaro*, 6 avril 2012.

54. Voir fiche documentaire sur le MNLA du 22 mai 2012 :

<http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1027>

55. « Mali : les islamistes renforcent leur présence à Gao », *RFI*, 8 avril 2012.

56. « Nord du Mali : les rebelles touareg et les islamistes d'Ansar Dine fusionnent », *RTL*, 27 mai 2012.

57. « Mali : le MNLA ne veut plus fusionner avec Ansar Eddine », *Jeune Afrique*, 1 juin 2012.

58. « Mali : l'ex-junte libère la TV publique, accrochage entre groupes armés au Nord », *AFP*, 8 juin 2012.

59. Iyad Ag Ghaly, le chef d'Ançar Dine, connaît bien la plupart des membres du MNLA, pour avoir notamment souhaité à la fin 2011 rejoindre le mouvement, ce qui lui a été refusé, officiellement pour ses positions islamistes.

60. « Le MUJAO revendique le rapt des sept diplomates algériens », *le Matin DZ*, 8 avril 2012.

été relevée<sup>61</sup>, ainsi que de formateurs pakistanais et afghans selon le président nigérien<sup>62</sup>. Une situation qui fait dire à certains que le nord-Mali devient de plus en plus un nouvel Afghanistan ou une nouvelle Somalie<sup>63</sup>. Des jugements de valeur amplifiés à la faveur de la publication de rapports de Human Rights Watch<sup>64</sup> et d'Amnesty International<sup>65</sup> dénonçant des crimes de guerre (viols, pillages, destructions, enfants-soldats) et impliquant selon eux tous les groupes armés présents dans la zone.

Face à cette confusion et cette instabilité croissante au nord-Mali, les Maliens eux-mêmes réagissent. Hormis ceux qui, apeurés, ont fui la zone, accroissant le nombre de réfugiés dans les camps installés aux frontières, les habitants restés dans la zone n'hésitent pas à se révolter. À Gao, une manifestation de grande ampleur contre la présence des groupes armés a été organisée le 14 mai<sup>66</sup>, puis une autre le 26 juin se soldant par un mort<sup>67</sup>. Des réunions ont lieu entre chefs de communauté pour dénoncer les agissements des groupes armés<sup>68</sup>, des groupes d'opposition se forment pour ramener le calme<sup>69</sup>, en vain pour le moment. En conséquence, le médiateur officiel dans la crise malienne Blaise Compaoré, président du Burkina Faso, a reçu à la fois une délégation du MNLA<sup>70</sup> mais également d'Ançar Dine<sup>71</sup>, dans sa volonté affichée de dialoguer avec tous plutôt que d'engager une opération militaire.

Un procédé qui, pour l'instant, n'a pas abouti, les islamistes d'Ançar Dine se faisant même de plus en plus autoritaires dans leur manière d'administrer les zones contrôlées : le 21 juin un couple ayant eu un enfant hors mariage recevait 200 coups de fouet<sup>72</sup>. Des tentatives de négociation qui n'ont pas non plus empêché les islamistes de s'imposer face aux Touareg sécessionnistes : fin juin à Gao, le MNLA était mis en déroute par le MUJAO après de violents affrontements, obligé de quitter la ville ainsi que Tombouctou<sup>73</sup>. Seuls aux commandes de la région du nord-Mali avec leurs alliés, les islamistes d'Ançar Dine n'ont pas tardé à démontrer leur force : le 30 juin était entamée la destruction des mausolées de Tombouctou<sup>74</sup>. Des actions considérées comme des « crimes de guerre » par la CEDEAO qui demandait à la CPI de poursuivre les criminels du nord-Mali<sup>75</sup>.

## 2. Bamako : entre junte et retour de l'ordre constitutionnel.

Alors que le MNLA déclare l'indépendance de l'Azawad et la création d'un Conseil transitoire de l'État de l'Azawad<sup>76</sup>, la junte renonce au pouvoir le 6 avril dans un accord-cadre avec la CEDEAO<sup>77</sup>,

61. « Des islamistes de la secte Boko Haram présents au nord du Mali », *le Monde*, 10 avril 2012.

62. « Mali : des jihadistes 'afghans et pakistanais' dans le nord du pays, selon le président nigérien », *AFP*, 7 juin 2012.

63. Pour une vue d'ensemble sur tous ces groupes armés, sur leurs ressemblances et différences, voir la Note d'Analyse du GRIP du 6 juillet 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1039>

64. Rapport : « Mali: War Crimes by Northern Rebels. Armed Groups Commit Rape, Use Child Soldiers », *Human Rights Watch*, 30 avril 2012.

65. Rapport: « Mali: five months of crisis. Armed rebellion and military coup », *Amnesty International*, mai 2012.

66. « Mali : plusieurs blessés à Gao après des manifestations contre les groupes armés », *RTL*, 14 mai 2012.

67. « Nord du Mali : au moins un mort lors d'une marche à Gao », *le Monde*, 26 juin 2012.

68. « Mali : la communauté arabe s'oppose aux groupes islamistes », *RFI*, 5 juin 2012.

69. « Mali : un nouveau groupe armé contrôle en partie Tombouctou », *RTBF*, 27 avril 2012.

70. « Mali : première rencontre des rebelles du MNLA avec le médiateur Blaise Compaoré », *RFI*, 10 juin 2012.

71. « Mali : une délégation du groupe islamiste Ansar Dine va rencontrer Compaoré », *AFP*, 15 juin 2012.

72. « Mali : un couple non marié fouetté », *le Figaro*, 20 juin 2012.

73. « Nord du Mali : les rebelles touaregs du MNLA chassés de Gao et de Tombouctou », *RFI*, 29 juin 2012.

74. « Ansar ed-Dine impose sa loi à Tombouctou », *Libération*, 3 juillet 2012.

75. « Mali : l'Afrique de l'Ouest exige un gouvernement d'union d'ici fin juillet », *RTBF*, 7 juillet 2012.

76. « Mali : Managing the Damage of a Complex Context », *Wanep*, 3 juillet 2012.



à la suite de mesures d'embargo et de sanctions prises par la CEDEAO et l'Union africaine<sup>78</sup>. Dans les jours suivant la démission officielle d'Amadou Toumani Touré le 8 avril<sup>79</sup>, le président de l'Assemblée nationale Dioncounda Traoré est investi chef de l'État de transition<sup>80</sup> et un Premier ministre est nommé en la personne de Cheick Modibo Diarra<sup>81</sup>, laissant penser à un retour à l'ordre constitutionnel.

Mais au même moment de nombreux proches de Touré ainsi que des chefs militaires sont arrêtés par la junte toujours puissante et détenus dans leur fief du camp militaire de Kati<sup>82</sup>. Malgré une libération quelques jours plus tard, la situation politique reste tendue et se solde même par la mort d'au moins 27 militaires maliens début mai, lors d'affrontements entre pro-junte et pro-Touré, ces derniers ayant tenté d'organiser un contrecoup d'État<sup>83</sup>. Le président par intérim lui-même fait les frais de cette instabilité politique, agressé dans son bureau le 21 mai, au lendemain d'un accord conclu avec les putschistes<sup>84</sup>. Différentes instructions judiciaires sont alors menées à l'encontre à la fois de pro-Touré pour atteinte à la sécurité intérieure liée au contrecoup d'État<sup>85</sup> et de pro-junte dans l'agression du président<sup>86</sup>.

Face à ce chaos politique, la CEDEAO ainsi que l'UA tentent tant bien que mal de ramener le calme à Bamako. Blaise Compaoré, le médiateur officiel de la CEDEAO, ainsi que cinq chefs d'État de la région (Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Niger, Nigeria), se sont réunis le 7 juillet à Ouagadougou afin de réclamer un « gouvernement d'union nationale » au Mali, et ce avant la fin du mois. Cette injonction arrive après six mois de multiples réunions, rencontres entre différents acteurs, et semble résulter d'un certain agacement de la CEDEAO qui considère le Premier ministre malien comme peu investi dans son rôle (d'ailleurs absent au sommet, tout comme le Président par intérim). La CEDEAO exhorte ainsi le Mali à renforcer ses institutions nationales, de manière à élaborer une « feuille de route de sortie de crise »<sup>87</sup>. Une exigence politique qui résulte aussi peut-être de l'incapacité de la CEDEAO à convaincre l'ONU de soutenir une intervention armée voulue par l'organisation régionale. Toujours est-il que deux jours plus tard, le gouvernement malien annonçait la création d'une force spéciale de 1200 gendarmes et policiers chargée d'assurer la sécurité des personnalités de la transition. Une mesure qui tend à prouver que tout le monde se retrouve sur l'importance d'une stabilité politique au sud pour agir au nord. Une manière aussi de la part du Premier ministre malien de faire entendre à la CEDEAO que le pays n'a pas besoin de soldats étrangers<sup>88</sup>. Des annonces et décisions mouvantes et quotidiennes, qui rendent difficile toute prévision.

77. « Mali – Les militaires s'engagent à rendre le pouvoir », *le Point*, 7 avril 2012.

78. « L'Union africaine adopte des sanctions contre la junte et la rébellion touareg », *France 24*, 3 avril 2012.

79. « Mali : le président Amadou Toumani Touré a officiellement démissionné », *RTBF*, 8 avril 2012.

80. « Mali : la transition s'accélère, un groupe islamiste nigérian présent au Nord », *RTL*, 10 avril 2012.

81. « Mali : un nouveau Premier ministre et des arrestations d'hommes politiques », *le Nouvel Observateur*, 17 avril 2012.

82. Brève du GRIP du 18 avril 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1024>

83. « Mali : une tentative de contrecoup d'État s'achève dans le sang », *le Point*, 2 mai 2012.

84. « Difficile transition au Mali, le président agressé après un accord politique », *AFP*, 21 mai 2012.

85. « Mali : information judiciaire contre des militaires un mois après des troubles », *AFP*, 31 mai 2012.

86. « Mali : trois inculpations dans l'enquête sur l'agression du président Traoré », *AFP*, 5 juin 2012.

87. « Mali : l'Afrique de l'Ouest exige un gouvernement d'union d'ici fin juillet », *RTBF*, 7 juillet 2012.

88. « Mali : la force armée spéciale se prépare en secret », *RFI*, 11 juillet 2012.

## E. Sénégal

**Rappel.** Le début de l'année 2012 a vu le Sénégal faire face à une des plus graves crises politiques qu'il ait connu. En cause, la candidature du président sortant Wade aux élections présidentielles du 26 février, brigant ainsi un troisième mandat anticonstitutionnel. Après de nombreux affrontements, résultant en plusieurs morts, c'est finalement son opposant Macky Sall qui a remporté l'élection le 25 mars.

### 1. Premiers pas du nouveau président Macky Sall.

Le nouveau président Macky Sall a prêté serment le 2 avril, devenant ainsi le 4<sup>e</sup> président de la République du Sénégal<sup>89</sup>. Ingénieur géologue de formation, ancien homme de confiance du président sortant Abdoulaye Wade, il est nommé par ce dernier Premier ministre de 2004 à 2007, puis préside l'Assemblée nationale. Il tombe en disgrâce l'année suivante lorsqu'il s'oppose à l'ascension du fils du président, et entre ainsi dans l'opposition<sup>90</sup>. Dès sa prise de fonction, Macky Sall nomme le chanteur populaire Youssou Ndour<sup>91</sup> ministre de la Culture et du Tourisme<sup>92</sup> et au poste de Premier ministre un chef d'entreprise ex-banquier<sup>93</sup>, annonçant un mandat sous le signe de la relance économique dans une situation jugée grave<sup>94</sup>, ce qui semble plaire au Sénégalais au vu du succès de la coalition du président Sall aux législatives du 1<sup>er</sup> juillet<sup>95</sup>. Symboliquement, le gouvernement supprime à la mi-mai 59 structures étatiques jugées inefficaces ou trop coûteuses, dans un souci de réduction des dépenses de l'État<sup>96</sup>.

Autre évènement fort de ce début de mandat : la fin de l'impunité des chefs religieux du pays. Un des responsables de la puissante confrérie des Mourides, depuis longtemps proche du pouvoir, a été arrêté et écroué pour complicité de meurtre, complot criminel et recel de corps, après la découverte des corps de deux de ses disciples<sup>97</sup>. Enfin, la fin de trimestre a été marquée par le lancement de travaux d'audits concernant d'éventuels biens mal acquis par l'ancien pouvoir, dont l'ancien président Wade qui annonçait en représailles des marches de protestation<sup>98</sup>. Un président sortant bien malmené, épinglé notamment par Amnesty International qui dénonce un usage excessif de la force pendant ses 12 années de règne par les forces de sécurité. 22 Sénégalais en tout auraient péri sous la présidence de Wade, à la suite de mauvais traitements lors d'une arrestation ou d'une détention, dont 8 en 2011 et 2012 à la suite de la répression de manifestations. Amnesty International en appelle à une réforme du Code de justice militaire, alors que peu de policiers ou militaires sont poursuivis à la suite de telles affaires<sup>99</sup>.

En ce qui concerne l'actualité internationale, le président Macky Sall s'est rapidement rendu en France après son intronisation. De cette rencontre avec Nicolas Sarkozy en est ressorti un accord de défense ainsi qu'un prêt de 130 millions d'euros accordé par Paris au pays, un « *ballon*

89. « Macky Sall devient le quatrième président du Sénégal », *Libération*, 2 avril 2012.

90. « Sénégal : Sall, le disciple de Wade devenu opposant », *L'Express*, 27 février 2012.

91. Voir Monitoring du 1<sup>er</sup> trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>.

92. « Sénégal : Youssou Ndour devient ministre de la Culture et du Tourisme », *RTBF*, 5 avril 2012.

93. « Sénégal : Abdoul Mbaye nommé Premier ministre de Macky Sall », *Jeune Afrique*, 4 avril 2012.

94. « Sénégal : situation économique 'grave' », *Europe 1*, 12 avril 2012.

95. « Législatives au Sénégal : 119 députés sur 150 pour la coalition présidentielle », *RTL*, 4 juillet 2012.

96. « Macky Sall et ses inspecteurs de l'IGE suppriment 59 structures de l'État », *PressAfrik*, 22 mai 2012.

97. « Sénégal : Un responsable religieux écroué après la mort de deux disciples », *20 minutes*, 26 avril 2012.

98. « Sénégal : campagne pour les législatives, en pleine polémique sur des audits », *AFP*, 9 juin 2012.

99. « 22 Sénégalais tués par les Forces de l'ordre dont 7 à la présidentielle 2012 », *Dakaractu*, 24 mai 2012.

d'oxygène » selon les mots du président sénégalais<sup>100</sup>. Par ailleurs le Sénégal a décidé l'envoi de soldats dans le cadre d'une éventuelle opération militaire de la CEDEAO au nord-Mali, ce qui lui a valu d'être une nouvelle cible d'AQMI<sup>101</sup>. La menace islamiste serait même de plus en plus sérieuse avec l'implantation de réseaux liés à AQMI sur le territoire sénégalais<sup>102</sup>. Pourtant Macky Sall déclarait à la mi-juillet ne pas souhaiter envoyer de troupes au Mali, mais seulement soutenir l'intervention<sup>103</sup>. Déjà présents en Guinée-Bissau, touchée elle aussi par un putsch militaire au premier trimestre 2012, avec une compagnie de génie dédiée à la reconstruction<sup>104</sup>, les soldats sénégalais ne feraient ainsi plus partie des forces de la CEDEAO au Mali. Enfin le Sénégal s'est engagé à juger l'ancien président tchadien Hissène Habré accusé de nombreux crimes<sup>105</sup>.

## 2. Le conflit en Casamance

Bien que les attaques directes en Casamance aient sensiblement diminué au deuxième trimestre 2012 (on peut citer l'embuscade du MFDC<sup>106</sup> (Mouvement des forces démocratiques de Casamance) aux environs d'Effock qui a coûté la vie à deux soldats le 24 mai<sup>107</sup>), le conflit n'en est pas moins resté un sujet d'actualité. Le président Macky Sall a opéré son premier voyage officiel à l'étranger en Gambie à la mi-avril, avec laquelle a été signé un protocole de coopération pour le retour de la paix en Casamance, malgré des tensions existantes entre les deux pays depuis de nombreuses années, s'accusant mutuellement de faire le jeu des rebelles casamançais<sup>108</sup>.

Mais c'est surtout la volonté de l'un des principaux chefs du MFDC d'entamer réellement des négociations avec l'État sénégalais qui préfigure une période plus calme. Réitérant son appel de janvier dernier<sup>109</sup>, Salif Sadio dans un communiqué du 1er juin se dit prêt à libérer les soldats sénégalais détenus en échange de négociations « sincères » et « sur un terrain neutre hors du continent africain »<sup>110</sup>. Un appel auquel répondait Macky Sall le 27 juin déclarant être prêt à ouvrir des discussions avec les rebelles de Casamance et tendre la main aux acteurs de bonne volonté, notamment Salif Sadio<sup>111</sup>.

100. « La France accorde un prêt de 130 millions d'euros au Sénégal », *le Nouvel Observateur*, 18 avril 2012.

101. « Le Sénégal dans la ligne de mire d'al-Qaida », *Magharebia*, 26 juin 2012.

102. « Implantation de réseaux islamistes au Sénégal : Des salafistes prennent base à Pikine », *le Quotidien*, 7 juillet 2012.

103. « 'Le Sénégal ne prévoit pas d'envoyer des troupes au Mali' », *Leralnet*, 10 juillet 2012.

104. « Macky Sall annonce l'augmentation de la participation militaire du Sénégal en Guinée Bissau », *Leral*, 3 mai 2012.

105. « Sénégal : le gouvernement s'engage à juger un ancien président tchadien », *20 minutes*, 22 juin 2012.

106. Voir fiche documentaire sur le MFDC du 23 novembre 2011 :

[http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=984&titre\\_page=NA\\_2011-11-23\\_FR\\_P-SADATCHY](http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=984&titre_page=NA_2011-11-23_FR_P-SADATCHY)

107. « Sénégal : Deux soldats tués par la rébellion casamançaise à Effock », *Koaci*, 25 mai 2012.

108. « Un protocole de coopération Sénégal-Gambie pour le retour de la paix en Casamance », *PressAfrik*, 16 avril 2012.

109. Voir Monitoring du 1er trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>

110. « Sénégal : Salif Sadio favorable à une médiation hors d'Afrique sur le conflit casamançais », *RFI*, 10 juin 2012.

111. « Sénégal : le président se dit prêt à discuter avec les rebelles de Casamance », *AFP*, 28 juin 2012.

## II. TERRORISME, INSÉCURITE ET CRIMINALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

### A. L'Afrique de l'Ouest au centre de toutes les préoccupations.

**Rappel.** Les évènements du premier trimestre 2012 en Afrique de l'Ouest, résultats entre autres de la chute du régime de Mouammar Kadhafi, ont alerté la communauté internationale : résurgence du conflit touareg au nord-Mali, apparition de nouveaux groupes armés islamistes, augmentation du nombre de réfugiés, multiplication des attaques de Boko Haram au Nigéria, présence accrue d'AQMI, renforcement des liens entre tous ces groupes.

Le second semestre 2012 n'a rien laissé présager de bon quant à une éventuelle amélioration de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel. Cette nouvelle donne qui a fait du nord-Mali une zone de guerre n'a fait qu'augmenter le nombre de Maliens déplacés internes ou réfugiés. D'après Amnesty International, deux tiers des habitants auraient fui le nord du Mali en mai 2012. Le 26 juin le bureau des Nations unies pour la coordination des Affaires humanitaires (OCHA) donnait le chiffre de plus de 158 000 Maliens déplacés internes et plus de 181 000 réfugiés dans les pays voisins (Burkina Faso, Mauritanie, Niger)<sup>112</sup>. L'insécurité alimentaire et la pression exercée par les personnes déplacées et réfugiées se superposant à l'insécurité humaine risquent d'aggraver une situation humanitaire déjà préoccupante au Mali et dans les pays voisins<sup>113</sup>. Pour les populations restées dans le Nord, la dégradation des conditions de vie rend le quotidien difficile. La vie économique tourne au ralenti suite à la destruction ou la fermeture des banques, de nombreux commerces et l'arrêt des services sociaux et éducatifs de base suite au pillage et destructions des différentes structures. Face à la question alimentaire, la Commission européenne lançait le 18 juin un partenariat sur le long terme pour la résilience au Sahel, visant à venir en aide aux États les plus touchés par des crises climatiques et alimentaires récurrentes dans la zone<sup>114</sup>.

Mais le sujet qui occupe réellement les réunions et discussions bilatérales, régionales et internationales, concerne les moyens de lutter contre les groupes armés et l'insécurité qu'ils provoquent. C'est la secte islamiste nigériane Boko Haram qui continue à se placer en tête des groupes armés ouest-africains les plus violents et les plus meurtriers<sup>115</sup>. Pas une semaine sans qu'une attaque n'ait lieu au nord du Nigéria, faisant de plus en plus de morts. Les plus spectaculaires ont été les attaques d'un marché à Potiskum, faisant au moins 50 morts le 2 mai<sup>116</sup>, d'une église à Bauchi tuant environ 15 personnes début juin<sup>117</sup> ou encore l'attaque de trois églises de Kaduna le 17 juin résultant en la mort d'au moins 19 personnes<sup>118</sup>.

À la suite de cette dernière attaque simultanée, des affrontements interreligieux ont eu lieu, faisant plus de 90 morts dans la région de Kaduna<sup>119</sup>. Une situation violente contre laquelle le gouvernement nigérien tente de lutter : arrestations<sup>120</sup> voire assassinats de membres de Boko

112. Rapport de situation n° 10, 27 juin 2012 :

<http://ochaonline.un.org/UrgencesEmergencies/Sahel2012/Maliupdate/tabid/7802/language/fr-FR/Default.aspx>

113. « Crise alimentaire au Sahel : les ONG s'alarment du manque de financement », *AFP*, 23 avril 2012.

114. « L'Europe lance un partenariat pour la résilience au Sahel », *Agro*, 19 juin 2012.

115. Voir Monitoring du 1er trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>

116. « Au Nigéria, une attaque sur un marché au bétail fait des dizaines de morts », *le Monde*, 3 mai 2012.

117. « Nigéria : Boko Haram revendique l'attentat contre une église, menace des journalistes », *RTL*, 4 juin 2012.

118. « Les violences au Nigéria auraient fait une cinquantaine de morts », *le Nouvel Observateur*, 18 juin 2012.

119. « Les violences dans le nord du Nigéria font plus de 90 morts », *le Nouvel Observateur*, 20 juin 2012.

120. « Nigéria : un responsable islamiste arrêté, explosions à Maiduguri », *AFP*, 11 mai 2012.

Haram<sup>121</sup>, tentative de médiation avec un chef musulman<sup>122</sup>, réorganisation des services de sécurité<sup>123</sup>, volonté d'engager la discussion<sup>124</sup>, en vain. Le mouvement se veut même de plus en plus offensif, s'attaquant pour la première fois à des journaux nigériens à Kaduna et Abuja fin avril<sup>125</sup>, et menaçant de s'attaquer ensuite à certains médias étrangers<sup>126</sup>. Il revendique également l'assassinat d'hommes politiques importants à la mi-juillet dans le centre du pays<sup>127</sup>. Ainsi l'investissement d'acteurs extérieurs dans la lutte contre Boko Haram est de plus en plus anticipé : les États-Unis s'engagent résolument vers une aide de plus en plus marquée à l'armée nigérienne<sup>128</sup>.

Et pour cause, Boko Haram n'est pas uniquement une menace nigérienne mais fait partie d'une menace régionale de plus en plus marquée. « L'arc d'instabilité »<sup>129</sup> évoqué aujourd'hui rassemblerait les groupes armés du nord-Mali, AQMI, Boko Haram et les milices al-Shabab de Somalie, ainsi que des islamistes non-africains, tous plus ou moins liés par des raisons idéologiques, stratégiques, financières ou encore pratiques. Le lien entre AQMI et Boko Haram a été établi dès le début de l'année 2012<sup>130</sup>, et continue à inquiéter les observateurs extérieurs notamment le général Carter Ham, commandant de la mission *Africa Command* des États-Unis: « *Je dirais que les liens entre AQMI et Boko Haram sont très probablement les plus inquiétants dans la mesure où les informations que nous avons indiquent qu'ils partageraient des ressources monétaires, s'entraîneraient ensemble et s'échangeraient des matériaux explosifs ce qui peut être très dangereux* »<sup>131</sup>.

Au second semestre, divers éléments sont venus confirmer une telle menace régionale. C'est au nord-Mali que la situation est apparue la plus complexe. Dans un premier temps ce sont les trois groupes islamistes en présence, AQMI, MUJAO et Ançar Dine, qui ont rapidement montré des signes d'entente, bien que leurs objectifs divergent<sup>132</sup>. Mais rapidement la présence de membres de Boko Haram dans la zone et sa collaboration avec Ançar Dine ont été affirmées. Le mouvement aurait même participé, avec une centaine de combattants aux côtés du MUJAO, à l'enlèvement des six diplomates algériens à Gao le 5 avril<sup>133</sup>. Le président nigérien affirmait de son côté connaître l'existence de camps de formation tenus par des formateurs pakistanais et afghans<sup>134</sup>.

Il s'avère que la régionalisation de l'islamisme se fait donc de plus en plus menaçante, touchant les pays sahéliens, les pays d'Afrique de l'Ouest et même certains pays d'Afrique centrale de par leurs frontières. Le Cameroun, dont les parties nord côtoient les zones nigériennes les plus meurtries par

121. « Nigéria : l'armée dit avoir tué 16 islamistes de Boko Haram dans le nord-est », *RTL*, 6 juin 2012.

122. « Nigéria : les éléments de Boko Haram favorables au dialogue sont-ils réellement représentatifs ? », *PressAfrik*, 19 juin 2012.

123. « Le Nigéria limoge le conseiller pour la sécurité et le ministre de la Défense », *AFP*, 22 juin 2012.

124. « Nigéria : le nouveau chef de la sécurité veut dialoguer avec les islamistes », *AFP*, 30 juin 2012.

125. « Nigéria : sécurité de la presse renforcée après deux attentats meurtriers », *RTL*, 27 avril 2012.

126. « Nigéria : Boko Haram livre la liste des médias qu'il menace (VIDEO) », *Slate Afrique*, 2 mai 2012.

127. « Nigéria : un groupe islamiste revendique le massacre de chrétiens », *la Croix*, 10 juillet 2012.

128. « Washington envisage d'assister le Nigéria contre Boko Haram », *le Monde*, 6 juin 2012.

129. « Security Threats in the Sahel and Beyond: AQIM, Boko Haram and al Shabaab », *CFC*, April 2012.

130. Voir Monitoring du 1er trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>

131. « Vers une grande alliance des terroristes islamistes en Afrique ? », *Slate Afrique*, 26 juin 2012.

132. Pour une vue d'ensemble sur tous ces groupes armés, sur leurs ressemblances et différences, voir la Note d'Analyse du GRIP du 6 juillet 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1039>

133. « Security Threats in the Sahel and Beyond: AQIM, Boko Haram and al Shabaab », *CFC*, April 2012.

134. « Mali : des jihadistes « afghans et pakistanais » dans le nord du pays, selon le président nigérien », *AFP*, 8 juin 2012.

les attaques de Boko Haram, risque fort d'être déstabilisé à son tour, et pourrait même servir de zone de retrait aux terroristes. Le Nigéria a d'ailleurs fermé certains pans de frontières avec le Cameroun, comme il l'a fait avec le Niger, bien que conscient que ce ne soit pas une réponse unique<sup>135</sup>. Ce dernier lutte d'ailleurs localement de manière plus « civile », avec l'organisation de réunions de sensibilisation dans les villages sur la question de l'intégrisme islamique, de crainte d'une contagion possible<sup>136</sup>. Enfin, récemment (voir partie I, point E) c'est le Sénégal qui est officiellement devenu une nouvelle cible du terrorisme islamiste.

Mais face à cette nouvelle menace d'une régionalisation voire d'une internationalisation du terrorisme islamiste en Afrique de l'Ouest, l'on peut s'attendre à une réponse qui devienne elle aussi de plus en plus multilatérale, bien que pour l'instant aucune opération régionale ou internationale d'envergure n'ait été lancée. De leur côté, certains États n'ont pas lésiné sur l'augmentation du budget militaire du pays. L'année 2011 marque un accroissement important dans les dépenses militaires notamment de l'Algérie (+ 44%) et du Nigéria (+ 11%)<sup>137</sup>. L'Algérie, riche de l'augmentation de ses revenus liés à sa manne pétrolière, entend bien continuer à lutter contre AQMI par la voie forte, et dans le même temps s'imposer sur une scène militaire régionale bien faible. Le Nigéria quant à lui semble réagir en 2011 à un retour violent sur la scène nationale de Boko Haram, qui jusqu'alors paraissait sur le déclin<sup>138</sup>. Le pays continue de plus à faire face aux actions du MEND<sup>139</sup>, certes moins violentes mais menaçantes pour les intérêts pétroliers des grandes puissances dans le delta du Niger. Derniers intérêts visés : ceux de l'Afrique du Sud, menaces face auxquelles le gouvernement a mobilisé de nombreux éléments de l'armée nigériane<sup>140</sup>.

En fin de compte, comme le résume la Lettre de l'ONU du 20 avril 2012 faisant suite à la réunion des ministres au sommet de Tripoli de mars dernier<sup>141</sup>, tous les observateurs et acteurs concernés sont conscients des problèmes et des enjeux. Prolifération des armes, porosité des frontières, pauvreté, catastrophes naturelles, liens entre groupes armés, tous ces faits sont repris dès qu'il s'agit d'étudier la question de la sécurité régionale. Les solutions à mettre en œuvre sont elles aussi bien souvent les mêmes évoquées : nécessité de développer les capacités socio-économiques d'États pauvres, renforcement de la bonne gouvernance, former les acteurs de la sécurité nationale, et surtout, favoriser les coopérations bilatérales, régionales et internationales dans la lutte contre le terrorisme, les divers trafics et pour la sécurisation des frontières. Des convergences qui n'empêchent pas la multiplication de rencontres sur ces rencontres, sans résultats.

---

135. « Border Porosity and Boko Haram as a Regional Threat », *ISS*, 28 mai 2012.

136. « Niger : sensibilisation pour éviter la situation du Mali », *RFI*, 30 mai 2012.

137. Données du *SIPRI Yearbook 2012*.

138. Voir la fiche documentaire du GRIP sur Boko Haram :

[http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=971&titre\\_page=NA\\_2011-10-19\\_FR\\_P-SADATCHY](http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=971&titre_page=NA_2011-10-19_FR_P-SADATCHY)

139. Voir la fiche documentaire du GRIP sur le MEND :

[http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=970&titre\\_page=NA\\_2011-10-07\\_FR\\_M-LUNTUMBUE](http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=970&titre_page=NA_2011-10-07_FR_M-LUNTUMBUE)

140. « Les intérêts sud-africains menacés au Nigéria », *Afriquejet*, 17 avril 2012.

141. « Lettre datée du 20 avril 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Libye auprès de l'Organisation des Nations unies », *ONU*, A/66/778-S/2012/256, 24 avril 2012.

## B. Les politiques de lutte contre le terrorisme, l'insécurité et la criminalité transfrontalière

**Rappel.** Au cours du premier trimestre 2012 s'est imposée l'idée de la nécessité de moyens d'actions conjoints dans la lutte contre l'insécurité et la criminalité au Sahel. Coopération militaires, mise en place de mécanismes communs, collaboration entre pays extérieurs et pays de la région, exercices conjoints, échanges d'informations... De nombreuses réunions et rencontres ont abouti à l'annonce de différents projets à conduire, sans que leur application ne soit toujours réellement programmée.

De multiples réunions et rencontres internationales, régionales<sup>142</sup> ou bilatérales<sup>143</sup> ont encore eu lieu au cours du deuxième trimestre 2012 pour discuter de la situation au nord-Mali et de l'instabilité de la zone sahélienne. Les décisions prises au premier trimestre n'ont dans leur ensemble pas eu de suite. Et les nouvelles réunions organisées n'ont pas non plus débouché sur d'importantes décisions, les acteurs concernés, pays ou instances diverses, divergeant la plupart du temps sur la manière de lutter contre l'instabilité et les groupes armés au nord-Mali<sup>144</sup>, leur coopération étant pourtant nécessaire<sup>145</sup>. La décision d'envoyer des troupes de la CEDEAO au Mali afin de superviser la transition démocratique (et non pas pour lutter contre les groupes armés), bien que prise par les chefs d'États ouest-africains, n'a toujours pas été mise en œuvre, du fait de l'attente du feu vert de l'ONU. Cependant, quelques discussions ont tout de même abouti, notamment celles entre l'Union européenne et le Niger, débouchant sur l'envoi d'une mission civile d'appui aux forces de sécurité nigériennes, pour une vision à plus long terme.

### Les initiatives et coopérations internationales

Date	Lieu	Instance/Pays	Type d'initiative	Thématique	Décisions/Suggestions
17/05/2012	Niamey	Ministres et experts chargés des questions de frontières + président nigérien + Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine	Réunion	Lutter contre les litiges liés aux frontières actuelles	Encourager les dynamiques transfrontalières et toutes les formes de coopération décentralisée de voisinage. Mobilisation afin d'adopter la convention africaine sur la coopération transfrontalière baptisée « convention de Niamey »
06/06/2012	Bruxelles	UE/Niger	Visite du premier ministre nigérien à la Commission	Mission civile européenne au Niger en débat	Lancement d'une mission civile européenne d'appui aux forces de sécurité

142. « Réunion de l'Union Africaine sur le Mali, la Guinée-Bissau et les Soudans », *AFP*, 24 avril 2012 ; « Séminaire sur la lutte contre la radicalisation au Sahel dimanche à Alger », *l'Expression*, 7 avril 2012.

143. « La France et le Niger inquiets par la menace jihadiste dans le nord du Mali », *RFI*, 11 juin 2012. « Le directeur du FBI s'est rendu en visite en Algérie », *TSA*, 26 avril 2012 ; « Algérie-Mali-USA : la lutte anti-terroriste et le Mali au centre d'entretien algéro-américains », *Africa Defense Journal*, 4 mai 2012. « Le Premier ministre Malien achève sa visite de travail en Algérie », *Algérie 1*, 14 juin 2012.

144. « Mali : l'Union africaine demande un mandat de l'ONU pour intervenir », *20 minutes*, 12 juin 2012 ; « L'Algérie réaffirme son attachement à une solution politique négociée du conflit malien », *PressAfrik*, 25 juin 2012 ; « Guinée : Condé espère des élections en septembre et souhaite une intervention au Mali », *AFP*, 2 juillet 2012.

145. « Jean Ping souligne le rôle indispensable de l'Algérie dans le traitement des problèmes dans le Sahel », *CRI online*, 4 mai 2012.

			européenne	depuis plus de deux ans	intérieures nigériennes et à l'État de droit. Mission déployée en juillet avec 50 policiers de toute l'Europe, qui seront basés dans un premier temps à Niamey
26-27/06/2012	Alger	Cissa : Comité intergouvernemental des services de sécurité africains (chefs des services de sécurité de 50 pays de l'UA)	Neuvième session du Cissa	Préparer le prochain sommet de l'UA et faire le point sur la situation malienne	Volonté de renforcer la coordination entre les initiatives antiterroristes sur le continent

### Les initiatives et coopérations régionales

Date	Lieu	Instance/Pays	Type d'initiative	Thématique	Décisions/Suggestions
26/04/2012	Abidjan	Pays de la CEDEAO	Réunion des chefs d'État	Situation au nord-Mali et en Guinée-Bissau	Envoi des troupes de la CEDEAO au Mali et en Guinée-Bissau pour superviser la transition vers les pouvoirs civils
30/04/2012	Tchad	Chefs d'État des pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) : Tchad, Cameroun, Niger, Nigéria, Centrafrique, Libye	Quatorzième sommet de la CBLT, qui devait originellement discuter de la sauvegarde du lac Tchad	Au final réunion de sécurité concernant la secte islamiste nigériane Boko Haram	Réactivation de la force mixte de la CBLT, chaque pays apportant au moins un bataillon bien équipé. Commandement nigérian au début pendant 6 mois
03-06/06/2012	Alger	Cinquantaine d'experts des pays du Sahel et d'Afrique du Nord	Atelier de renforcement des capacités organisé par l'Unité de fusion et de liaison (UFL) et en collaboration avec le Centre Africain d'Études et de Recherches sur le Terrorisme (CAERT)	Les systèmes juridiques des pays du Sahel en matière de lutte antiterroriste	Promouvoir la capacité des institutions quant à l'application de la loi face à des cas de terrorisme
28-29/06/2012	Yamoussoukro, Côte d'Ivoire	Chefs d'État de la CEDEAO	41e Session Ordinaire de la CEDEAO	Nord-Mali	Appel à l'ONU pour l'adoption d'une résolution soutenant l'envoi d'une force régionale au Mali, envoi immédiat d'une Mission technique d'évaluation afin de préparer une éventuelle mission, non reconnaissance du CNRDRE et du statut



					d'ancien chef d'État à Sanogo
09/07/2012	Alger	Union du Maghreb arabe (UMA) : Algérie, Maroc, Mauritanie, Libye, Tunisie	Conférence des ministres des Affaires étrangères	Situation sécuritaire régionale	Relance de l'UMA (ralentie par les tensions entre le Maroc et l'Algérie), éventuelle mise en place d'une coopération face à la sécurité

### Les initiatives et coopérations bilatérales

Date	Lieu	Instance/Pays	Type d'initiative	Thématique	Décisions/Suggestions
10/04/2012	Tchad	Tchad/Niger	Visite officielle	Insécurité dans le Sahel et Boko Haram	Mutualisation des efforts pour protéger les frontières, future convocation de la Commission du bassin du lac Tchad pour un sommet consacré à Boko Haram
16/04/2012	Alger	Algérie/Libye	Visite officielle du président libyen sur invitation du président algérien. Rencontre	Situation sécuritaire au Sahel	Coopération sécuritaire entre les deux pays renforcée pour protéger les frontières et lutter contre le terrorisme, et aussi pour lutter contre le trafic de drogue, d'armes et le crime organisé.
15-20/04/2012	Ouagadougou	Burkina Faso/USA	Symposium sur la Sécurité dans la zone Transsaharienne (SST), programme de formation en opération civilo-militaires de l'AFRICOM	Menaces sécuritaires dans la zone sahélo-saharienne	Renforcement des compétences d'une quarantaine d'acteurs de la sécurité burkinabé, notamment en matière d'approches civilo-militaires gouvernementales

## C. Le trafic de drogue

**Rappel.** Début 2012 deux rapports ont fait état d'une situation alarmiste en Afrique de l'Ouest en matière de trafic de drogues. La zone serait devenue depuis quelques années une plaque tournante du trafic, la drogue venant d'Amérique latine, passant par la région à destination de l'Europe. Le sujet a été évoqué à diverses reprises lors de réunions consacrées à la sécurité régionale, sans qu'aucun programme spécifique de lutte contre le trafic de drogue n'ait été lancé. Cependant le programme COCAIR, dont les résultats de la troisième édition (novembre-décembre 2011) étaient dévoilés en février, doit voir une quatrième édition mise en œuvre dans l'année.

1. Une zone sahélienne qui n'est plus uniquement une zone de transit de la drogue.

Il est apparu au travers d'études publiées début 2012 que les zones ouest-africaine et sahélienne sont devenues depuis quelques années une véritable zone de transit de la drogue en provenance

d'Amérique latine et à destination de l'Europe<sup>146</sup>. Les chiffres et les saisies concernant les dernières années confirment cette augmentation du trafic et son implantation dans la région<sup>147</sup>, cependant de nouveaux constats viennent quelque peu changer la donne. Le premier serait que non seulement l'Afrique de l'Ouest est une zone de transit mais également une zone de consommation<sup>148</sup>.

Ainsi la drogue acheminée jusque dans les pays d'Afrique de l'Ouest y resterait en grande quantité, près de la moitié même pour la cocaïne<sup>149</sup>. Selon le *World Drug Report 2012*, ce lien de causalité (trafic = consommation) est inévitable, le cannabis restant encore la première drogue consommée dans la région<sup>150</sup>. Enfin, contrairement à une vision pessimiste dominante dans les premiers rapports du début de l'année, il semblerait que la déstabilisation du nord-Mali et de la zone soit un facteur nouveau qui pourrait faire se déplacer le trafic, ce dernier nécessitant certes un certain abandon de l'État dans la zone servant de lieu de transit, mais surtout un minimum de stabilité politique et sociale que le nord-Mali n'offre plus aujourd'hui, et qui met en danger le trafic, notamment par les dissensions entre groupes<sup>151</sup>.

## 2. Comment lutter contre ces trafics ?

Aucune décision multilatérale n'a été prise ce trimestre concernant les moyens de lutte contre le trafic de drogue. Cependant le sujet a été à l'ordre du jour lors de deux événements. Le premier est un atelier organisé à Dakar du 18 au 20 avril, rassemblant une cinquantaine d'experts réunis par trois institutions (Fondation Kofi Annan, le Giaba<sup>152</sup> et le CIC<sup>153</sup>). Les participants ont étudié l'impact du trafic sur la situation sécuritaire de la zone, la bonne gouvernance et le développement<sup>154</sup>, se contentant de conclure qu'il faut agir rapidement. Enfin, à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues le 26 juin, Ban Ki-moon a rappelé que la solution à ce fléau passe entre autre par la mise en œuvre de partenariats communs touchant à la fois les gouvernements mais également la société civile et notamment les jeunes<sup>155</sup>.

## D. La piraterie dans le golfe de Guinée

**Rappel.** Différents acteurs, dont le Bureau maritime international et l'ONU, ont alerté au premier trimestre 2012 sur la persistance des actes de piraterie dans le golfe de Guinée, en forte augmentation fin 2011. Plusieurs attaques, avec parfois des prises d'otages et des morts, ont eu lieu principalement dans les eaux du Bénin et du Nigéria. De nombreuses réunions

146. Voir Monitoring du 1er trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>

147. Voir rapport « Panorama du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest », GRIP, juin 2012 :

<http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1029>

148. « Afrique de l'Ouest : transit mais aussi consommation de drogues en hausse », AFP, 24 avril 2012.

149. « Près de la moitié de la cocaïne transitant par l'Afrique de l'Ouest et centrale y reste, prévient Ban Ki-moon », *Centre d'actualités de l'ONU*, 26 juin 2012.

150. « World Drug Report 2012 », UNODC, juin 2012 :

[http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/WDR2012/WDR\\_2012\\_web\\_small.pdf](http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/WDR2012/WDR_2012_web_small.pdf)

151. « Vers un ralentissement du trafic de drogue au Sahel ? », *Sahel Intelligence*, 14 mai 2012.

152. Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest.

153. Centre pour la coopération internationale de l'Université de New York.

154. « Afrique de l'Ouest : transit mais aussi consommation de drogues en hausse », AFP, 24 avril 2012.

155. « Près de la moitié de la cocaïne transitant par l'Afrique de l'Ouest et centrale y reste, prévient Ban Ki-moon », *Centre d'actualités de l'ONU*, 26 juin 2012.

*régionales et internationales se sont tenues, visant à élaborer une stratégie commune de lutte contre la piraterie maritime. Un seul exercice militaire maritime était cependant organisé.*

## 1. État des lieux de la piraterie

Un rapport du Bureau maritime international datant du 23 avril fait état d'un nombre croissant d'attaques dans les eaux ouest-africaines au cours du premier trimestre 2012<sup>156</sup>. Une dizaine d'accidents ont eu lieu au Nigéria, dont six qui se seraient déroulés très loin des côtes nationales, révélant selon l'expert en charge de la question une extension de la zone d'action des pirates locaux. Comme le révélait déjà le précédent rapport<sup>157</sup>, il apparaît également que bien que le nombre d'attaques soit inférieur à celles en Somalie et d'une durée moindre, celles du golfe de Guinée se révéleraient plus violentes, avec pour cette période deux morts parmi les personnes attaquées et trois équipages pris en otage.

## 2. Les politiques de lutte contre la piraterie

La piraterie maritime dans le golfe de Guinée a une nouvelle fois été à l'origine de diverses réunions et rencontres, visant à promouvoir des moyens de lutte communs contre ce fléau, et a été évoquée à diverses reprises comme un défi sécuritaire majeur lors de réunions dédiées à la sécurité régionale dans son ensemble, comme lors de la 41<sup>e</sup> session ordinaire de la CEDEAO organisée le 29 juin<sup>158</sup>. Un sommet, qui rassemblera la CEEAC<sup>159</sup>, la CEDEAO, la CGG<sup>160</sup>, l'UNOCA<sup>161</sup> et l'UNOWA<sup>162</sup>, est également en gestation et a été remis à l'ordre du jour lors d'une réunion de toutes ces instances à Libreville à la fin mai. Le sommet, qui devrait avoir lieu avant la fin 2012, aura pour mission d'établir une stratégie régionale de lutte contre la piraterie, en coopération avec l'Union africaine et avec le soutien des Nations unies<sup>163</sup>.

Date	Lieu	Instance/Pays	Type d'initiative	Thématique	Décisions/Suggestions
28-29/03/2012	Cotonou, Bénin	Commandants de la marine des deux instances régionales de la CEDEAO et de la CEEAC	Conférence internationale organisée par le gouvernement américain	Sécurité et sûreté maritimes dans le golfe de Guinée	Accord pour valider le projet de mémorandum sur l'espace maritime du golfe de Guinée et les accords bilatéraux et multilatéraux permettant de lutter contre la recrudescence de la piraterie maritime
17-18/04/2012	Abidjan, Côte d'Ivoire	AGPAOC (Association de gestion des ports d'Afrique de l'Ouest et du Centre)	Réunion du comité directeur de l'AGPAOC	Question de la sécurité et de la sûreté maritimes	Accord sur une mutualisation des recherches de solution visant à une meilleure compétitivité des ports, dont la lutte contre

156. « Piracy increasing in West Africa, latest report shows », ICC, 23 avril 2012.

157. Voir Monitoring du 1<sup>er</sup> trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>

158. Voir le Communiqué final du 29 juin sur le site de la CEDEAO.

159. Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

160. Commission du golfe de Guinée.

161. United Nations Regional Office for Central Africa.

162. United Nations Office for West Africa.

163. « La piraterie dans le golfe de Guinée : un sommet en gestation », *Intégration*, 7 juin 2012.

					l'insécurité maritime
04/05/2012	Libreville, Gabon, siège de la CEEAC	CEEAC et CGG	Entretien entre la secrétaire exécutive adjointe de la CGG et le Secrétaire général de la CEEAC	Sécurité maritime dans le golfe de Guinée	

#### Avec le soutien du



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
Direction de la coopération  
au développement

\* \* \*

**Julia Dufour est chercheuse-stagiaire au GRIP. Titulaire d'un Master en Histoire (EHESS, Paris) et en Relations Internationales « Analyse des conflits et construction de la paix » (Sciences Po Lille), ses travaux au GRIP portent sur la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest.**

Le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < [www.grip.org](http://www.grip.org) >